



LA SANTE ET LE SERVICE PUBLIC, MOI J'Y TIENS ARRÊTONS LA CASSE !!!

La campagne électorale qui s'invite sur nos écrans et nos ondes laisse certains programmes se dévoiler... De nombreux candidats se livrant à une véritable surenchère d'annonces toutes plus réactionnaires les unes que les autres : faire travailler toujours plus, réduire le coût du travail, supprimer les fonctionnaires, démanteler les services publics, marchandiser notre santé et nos hôpitaux, réduire, voire supprimer notre protection sociale, attaquer le droit des femmes (et notamment de leur liberté de disposer de leur corps par la suppression du droit à l'IVG)...

**Et tout ça pour soi-disant moderniser ! La bonne blague !
De leur projet de société, on n'en veut pas ! Ras-le-bol !**

NOTRE SANTE ET NOTRE PROTECTION SOCIALE SONT EN DANGER...



Comme l'a rappelé l'épidémie de grippe, laissant durant des heures les malades sur des brancards et épuisant les soignants, notre système de santé est en danger. **De plus en plus de malades renoncent à des soins pour des raisons financières** (déremboursements, dépassements d'honoraires croissants...), **les déserts médicaux en milieu rural et dans les quartiers populaires des villes se développent, les restructurations hospitalières, les suppressions de lits, les fermetures de maternités de proximité... rendent l'accès aux soins de plus en plus difficile** (collectif Notre santé en danger).

En 10 ans, **100 000 postes ont été supprimés dans les hôpitaux publics**, alors que les heures supplémentaires explosent. La loi de financement de la Sécu 2015 -2017 a diminué le budget de la santé de 10 milliards en faveur du Pacte de responsabilité, dont 3,5 milliards à l'Hôpital, soit 22 000 postes en moins en 2017. Ces économies, avec le CICE et les exonérations de cotisations sociales, au seul profit du Patronat, c'est aussi pour le personnel de santé toujours plus de souffrance et plus d'une dizaine de suicides en 2016.

Et ce ne sont pas les projets de certain-e-s candidat-e-s aux élections présidentielles, visant à démembrer et privatiser la sécurité sociale, qui vont nous rassurer.

Les agent-e-s de la fonction publique territoriale sont directement concerné-e-s, en tant qu'usager-e-s du système de santé public.

... NOS SERVICES PUBLICS LOCAUX LE SONT AUSSI !

Cette casse organisée du secteur sanitaire et social, nous la vivons dans nos services (PMI, EPHAD, travail social...). Mais, la casse des missions et des services publics va bien au-delà, elle concerne toutes les missions et tous les agent-e-s de la territoriale.

La baisse de la Dotation globale de fonctionnement (DGF) de 11 milliards d'euros en 3 ans, les lois MAPTAM et NOTre, le développement des privatisations (Partenariat Public Privé notamment), les suppressions de postes (non remplacement des départs à la retraite, des non titulaires en fin de contrat...), les attaques contre nos statuts (PPCR, précarisation...), contre nos temps de travail, la misère de nos traitements... rendent chaque jour plus compliqué l'exercice de nos missions et l'accessibilité de nos services publics. Les accidents du travail explosent, ainsi que les maladies professionnelles.



Comme dans les hôpitaux et autres structures sanitaires et sociales, comme à la Poste, dans le Transport... dans nos communes, départements, régions, nous subissons des attaques incessantes. Nous sommes souvent acteurs de luttes locales visant à préserver nos services, nos emplois, nos statuts, nos conditions de travail.

Revendications Santé-social	Revendications Territoriales
Abrogation des lois HPST, Santé et de la territorialisation	Abrogation des lois NOTre, MAPTAM...
Abrogation de la loi travail	Abrogation de la loi travail
Moyens budgétaires, abandon du plan ONDAM...	Augmentation de la dotation globale de fonctionnement
Embauche en fonction des besoins, titularisation ou CDIisation (privé)	Embauche en fonction des besoins, titularisation
Maintien des instituts de formation	Annulation de la baisse et revalorisation de la cotisation CNFPT
Augmentation des salaires, suppression de PPCR, revalorisations des carrières et des grilles indiciaires, égalité salariale Femmes/Hommes...	Augmentation des traitements, suppression de PPCR, revalorisations des carrières et des grilles indiciaires, égalité salariale Femmes/Hommes...

Dans le secteur de Santé, comme dans la Fonction publique territoriale, nous partageons aussi l'idée qu'il faut **diminuer le temps de travail**, pour travailler toutes et tous, et pour vivre mieux.

NOS INTERETS SONT COMMUNS

Les fédérations CGT-FO-SUD Santé et Action Sociale appellent à la grève le 7 mars sur le champ social, sanitaire et médico-social, dans le public comme dans le privé. Le syndicat SUD des personnels du département du nord appelle à soutenir ce mouvement et toutes les initiatives associées. Pour permettre aux agents territoriaux qui le souhaitent de s'impliquer dans cette journée d'action un préavis de grève national a été déposé.

La journée de mobilisation du 7 mars est une occasion pour faire **converger nos luttes locales, sectorielles, pour la défense de la santé et de la protection sociale, pour la défense du service public.** Nous y défendrons l'idée, contre toutes privatisations, que **chacun-e doit contribuer selon ses moyens, et à bénéficier selon ses besoins.**

Le 7 mars, on se met en mouvement.

Et après, très vite, il nous faut construire un mouvement d'ensemble, public, privé, interprofessionnel et intersyndical... Et durable !